

### **En bref – Un «plan d’urgence pour l’accueil de la petite enfance»,**

c’est ce que demandent les organisations membres du collectif Pas de bébés à la consigne ! aux candidats aux élections présidentielle et législatives. Le rapport de Sylviane Giampino (*voir ASH n° 2960 du 13-05-16, page 5*) « a présenté une analyse des enjeux du développement et de l’épanouissement des très jeunes enfants et des propositions quant aux modes d’accueil et à la formation des professionnels tout à fait inspirantes ». Cependant, la politique des pouvoirs publics, « tout en ayant appuyé cette démarche, pêche a contrario lourdement » par l’absence d’un « objectif ambitieux de création de places d’accueil », par le maintien des possibilités d’accueil en surnombre, et par des taux d’encadrement définis il y a plusieurs dizaines d’années... Les organisations de Pas de bébés à la consigne ! ont donc recensé 20 mesures pour mener à bien le plan d’urgence qu’elles appellent de leurs vœux. Elles recommandent notamment d’adopter un programme pluriannuel visant à augmenter l’offre de 400 000 places par la création prioritaire de 200 000 nouvelles places d’accueil collectif en établissement d’accueil du jeune enfant (EAJE). D’autres mesures visent à améliorer la qualité de l’accueil pour les enfants et celle du travail pour les professionnels. Le collectif continue de réclamer l’abandon de la mesure du décret dit « Morano » qui élargit les possibilités d’accueil en surnombre et de revenir à un ratio d’au moins 50 % de professionnels les plus qualifiés en EAJE, taux abaissé à 40 % par ce même décret. Une autre salve de propositions a trait à l’élaboration d’un « plan métiers de qualité » pour la petite enfance.

**Document en ligne sur [www.pasdebebesalaconsigne.com](http://www.pasdebebesalaconsigne.com).**